

Mamoudzou, le 9 février 2017

COMMUNIQUE DE PRESSE

Comité de Suivi des Engagements du Premier ministre.

A 17h à Paris, ce lundi 06 février, démarrait les discussions de la commission mixte paritaire qui devait se prononcer sur le texte relatif à l'Egalité Réelle en Outre-mer adopté par le Sénat le 19 janvier dernier. Deux parlementaires de Mayotte y participaient.

Aujourd'hui nous le savons, cette CMP s'est - selon le vocable en vigueur - révélée conclusive. En clair, députés et sénateurs participants à la commission sont parvenus à un accord sur la version définitive du projet de loi.

Victorin LUREL - rapporteur de la mission parlementaire préparant le projet de loi Egalité Réelle en Outre-mer - interviewé au sortir de la commission, s'est félicité du « *travail extraordinaire* » mené pour Mayotte.

Et pour cause, si l'on pouvait craindre que la frilosité de certains hauts fonctionnaires de Bercy puisse influencer les travaux en cours, nous nous félicitons que l'ensemble des amendements relatifs à Mayotte - adoptés dans la version votée à l'unanimité par le Sénat - aient été conservés, celui relatif à l'annualisation du recensement, à la baisse de la valeur locative de 60%, tout comme celui sur la régularisation foncière.

C'est une belle victoire pour Mayotte et pour les Mahorais. Une victoire permise, nous le croyons, par le travail collectif initié dès le début des discussions autour de ce texte. La démonstration que l'union sacrée des élus mahorais, pour les intérêts supérieurs de Mayotte, porte ses fruits. Que lorsque l'on travaille ensemble du début à la fin, on peut arriver à de beaux résultats.

Elle est l'aboutissement d'un travail commencé le 26 avril 2016 dernier auprès du Premier ministre de l'époque, Manuel Valls, qui avait formulé 10 engagements en faveur de Mayotte. Grace aux efforts du comité de suivi des engagements du Premier ministre, composé de :

- M. le Président du Conseil départemental, **Soibadahine IBRAHIM RAMADANI**

- Messieurs les députés, **Ibrahim ABOUBACAR** et **Boinali SAID**

- Messieurs les sénateurs, **Thani MOHAMED SOIHILI** et **Abdourahamane SOIHILI**

- M. le Président de l'Association des Maires de Mayotte, **Said OMAR OILI**.
Accompagnés par **Sarah MOUHOUSSEUNE**, Conseillère économique, sociale et environnementale, la 3ème Vice-présidente du Conseil départemental **Raïssa ANDHUM** et par le cabinet **M'Zé Conseil**, ces 10 engagements sont, aujourd'hui, en passe d'être tous tenus.

Objet :
Comité de suivi
Des engagements
du 1^{er} ministre

Car bien sûr, le travail n'est pas encore tout à fait achevé avant la promulgation de la loi, et concrétisation de ses effets pour les Mahorais. Des décrets précisant certaines modalités de mise en œuvre devront encore être publiés. Nous les suivrons avec attention, mais une étape décisive et de périlleux obstacles viennent d'être franchis.

Pour cette raison, nous tenons à saluer tous les partenaires et amis qui nous ont soutenus et sans qui rien n'aurait été possible. Chacun d'entre eux se reconnaîtra.

Les combats à mener sont et seront encore nombreux. La politique est un combat permanent qui demande de la persévérance. Mais nous savons désormais que nous pourrons les mener de front, unis.